

premier ministre, M. Chrétien, notre tâche consiste désormais à passer avec succès d'une relation dominée par les préoccupations de sécurité de la guerre froide à une relation fondée sur nos intérêts économiques communs. Le fait que la conférence économique intitulée Point de mire sur les relations entre le Canada et l'Union européenne, qui se tiendra à Toronto en octobre, soit organisée par l'Union européenne prouve que les Européens partagent nos préoccupations. [...] Or, nous devons tout d'abord mettre fin aux mythes qui entourent nos relations avec l'Europe dans un monde qui a vu se conclure l'ALENA et les accords de Maastricht. Le premier et le plus nocif de ces mythes est de considérer que, depuis la conclusion de l'ALENA, l'Europe n'a plus d'importance pour le Canada. Pour des raisons géographiques, les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Canada. Les accords régionaux ouverts, tel l'ALENA, relèvent du simple bon sens. On ne doit pas les considérer comme des zones d'échange exclusives. [...] Ce qui compte plus que la géographie entre partenaires commerciaux, c'est la volonté commune de mettre sur pied un système d'échanges plus complet fondé sur des règles, autrement dit un GATT amélioré. L'ALENA se veut, de par ses règles d'adhésion, un régime de libre-échange non discriminatoire, complet et, à mon avis, fondamentalement ouvert à tous. Selon le second de ces mythes, le Canada s'intéresserait surtout à la région Asie-Pacifique. [...] Or, il n'est pas nécessaire que le développement de nouveaux marchés se fasse au détriment des marchés établis. Le Canada doit élargir ses relations commerciales sur tous les fronts : en Amérique du Nord, en Amérique latine, dans la région Asie-Pacifique et, évidemment, en Europe. [...] Selon le troisième et dernier mythe, l'Europe, en créant le plus vaste bloc commercial de la planète, a fermé ses portes aux Canadiens et aux autres étrangers. [...] Les statistiques commerciales canadiennes récentes prouvent que le Canada peut être concurrentiel en Europe. L'année dernière, les échanges bilatéraux avec l'Union européenne se sont élevés à 25 milliards de dollars. Depuis 1986, nos exportations vers l'Union européenne ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 6 p. 100. [...] Nos statistiques en matière d'investissements sont également impressionnantes. Les investissements canadiens directs dans les pays de l'Union européenne ont presque triplé de 1985 à 1992 pour atteindre 21 milliards de dollars, alors que, pendant la même période, les investissements de l'Union européenne au Canada ont doublé pour passer à 32 milliards de dollars. En 1992, ceux-ci représentaient près du quart de l'ensemble des investissements directs étrangers au Canada. [...] Je crois que l'Organisation mondiale du commerce, qui est de formation récente, fournira, au cours des années à venir, le cadre essentiel à l'établissement de relations économiques plus solides. La plus grande ouverture des marchés qui découle de l'Uruguay Round et la reprise économique qui se manifeste en Europe sont très prometteuses pour le Canada. [...] Le Canada et l'Europe partagent un certain nombre de points de vue concernant divers problèmes auxquels est confrontée l'Organisation mondiale du commerce. Nous devons veiller à ce que celle-ci présente un ordre du jour tourné vers l'avenir et équilibré lui permettant de régler les questions demeurées en suspens, comme la réforme des régimes antidumping. Nous devons également nous attaquer à de nouveaux problèmes, par exemple à l'harmonisation éventuelle des politiques nationales sur la concurrence et les questions de commerce, d'environnement et de normes de travail. L'aboutissement de ces efforts aura des répercussions considérables sur les relations futures entre le Canada et l'Union européenne. [...] Nous devons donc tirer le meilleur parti possible des récents progrès en matière de politique commerciale et les transformer en débouchés commerciaux. C'est là que le milieu des affaires doit intervenir, que ce soit au niveau des sociétés multinationales ou des petites et moyennes entreprises. Je vous exhorte particulièrement à relever ce défi en mettant vos produits et services à l'épreuve.»

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, devant la Chambre de Commerce de l'Union européenne, Toronto (Ontario), le 12 juillet 1994, 94/33.

## CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA

### DISCOURS :

«Dans le domaine de l'immigration, l'une des questions les plus épineuses auxquelles un pays doit s'attaquer est celle de l'exécution de la Loi et des renvois, c'est-à-dire les mesures à prendre à l'endroit des ressortissants étrangers qui ne respectent pas nos lois, n'ont pas de statut juridique ici et ne sont pas autorisés à rester au Canada. [...] Si nous tolérons les abus, si nous permettons aux gens d'enfreindre la loi impunément, nous diminuons la crédibilité du programme et nous trahissons la confiance des Canadiens. De plus, nous mettons les citoyens canadiens en péril. Je ne tolérerai pas que nos lois soient bafouées, et je ne mettrai pas les Canadiens en danger. J'annonce [...] une réorientation générale des politiques canadiennes en matière de renvois. Cette nouvelle orientation repose sur trois éléments : premièrement, une initiative visant les demandeurs dont la revendication du statut de réfugié a été rejetée. Je vais apporter une solution aux cas des personnes qui n'ont pas été renvoyées du Canada à cause de troubles dans leur pays d'origine. Nous veillerons à ce que les renvois reportés soient exécutés de manière efficace et équitable; deuxièmement, une nouvelle stratégie en matière de renvois visant d'abord et avant tout l'expulsion des criminels étrangers; troisièmement, la création d'un Groupe spécial qui comptera 20 agents de la GRC. Ce groupe s'attachera immédiatement et exclusivement à dépister et à expulser les criminels étrangers qui ont été jugés coupables d'infractions graves et qui se sont soustraits aux mesures de renvoi prises contre eux. Des agents d'immigration feront partie du groupe auquel collaboreront également les polices locales. En outre, 10 autres membres du personnel de l'Immigration viendront prêter main-forte au groupe en poste dans la région métropolitaine de Toronto. Par ailleurs, je maintiens un effectif de 36 investigateurs de l'Immigration à Toronto.»

Déclaration par M. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Ottawa (Ontario), le 7 juillet 1994.

### ACDI

#### L'ACDI et la Canadian Occidental Petroleum font parvenir de l'assistance humanitaire à la population du Yémen

Le 12 juillet 1994, n° 94-24

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et le président et chef de la direction de la Canadian Occidental, M. Bernard Isautier, ont annoncé [...] que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la Canadian Occidental Petroleum conjugueront leurs efforts pour venir en aide aux victimes du conflit au Yémen. [...] L'ACDI versera 500 000 \$ au Comité international de la Croix Rouge (CICR) et la Canadian Occidental versera 250 000 \$; la contribution totale du Canada s'élève donc à 750 000 \$. [...] "Ce conflit a entraîné la population du Yémen dans une situation tragique", a déclaré M. Ouellet. "Je suis content que la Canadian Occidental et le gouvernement du Canada contribuent ensemble aux opérations de secours humanitaire dans ce pays du Moyen-Orient."»

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).